

Prise de parole samedi 14 mars : 4 ans après Fukushima

Nous ne voulons pas oublier Fukushima

La catastrophe nucléaire est arrivée le 11 mars 2011. Elle a déjà causé la mort de milliers de gens...

4 ans après 128.000 personnes sont toujours déplacées et la situation est toujours aussi critique.

L'eau radioactive continue de s'écouler malgré tous les efforts déployés. Il est impossible de bloquer tous les déversements qui se poursuivent dans l'océan Pacifique : une nouvelle fuite vient d'être découverte. Le stockage des déchets et leur surveillance sont devenus impossibles tant les quantités sont énormes si bien que la radioactivité s'accumule dans l'environnement, multipliant les risques de contamination. L'entreprise TEPCO qui gère cette catastrophe cache la réalité au point que le gouverneur de la préfecture de Niigata qui héberge la plus grande centrale de l'Archipel, Kashiwazaki-Kariwa, (également détenue par Tepco) déclare : *«Tepco est une entreprise qui ment et je doute de sa capacité à exploiter un complexe nucléaire de façon sûre»* ,

Pourtant le gouvernement japonais tente de redémarrer la production d'électricité nucléaire plutôt que protéger la santé des japonais.

Et en France? Où en est-on?

- Un EPR qui coûte les yeux de la tête, des déchets nucléaires de plus en plus nombreux que l'on veut enfouir à Bure, des achats d'uranium et des conditions d'extraction du minerai plus que douteuses, des centrales arrivant en fin de vie que l'on veut prolonger, un gouvernement qui tarde à mettre en application ses engagements de fermer les centrales nucléaires les plus vétustes...
- Donc nos dirigeants persistent à croire au nucléaire. Certains l'appellent même «énergie propre» et pourtant... les dangers d'une nouvelle catastrophe nucléaire sont bien là ...
- La France persiste dans ses erreurs alors que de plus en plus d'économistes affirment que l'énergie nucléaire n'est plus «rentable». Après Fukushima de nouvelles mesures de sécurité sont à prendre, si bien que La Cour des comptes affirme que les coûts de rénovation et de maintenance du parc nucléaire français a plus que doublé entre 2010 et 2013.
Autre preuve, s'il en était besoin de la faillite du nucléaire : Le groupe nucléaire français AREVA a enregistré un déficit record l'an dernier et une perte de 4,9 milliards d'euros. Ce qui va se solder par des coupes dans le budget et donc des suppressions d'emploi et sans doute des économies en matière de sécurité nucléaire...

Malgré tous ces arguments, notre ministre de l'environnement parle de remplacer les centrales actuelles...

Oui SORTIR DU NUCLEAIRE EST POSSIBLE et ce choix qu'ont fait d'autres pays serait propice à développer une transition énergétique plus raisonnable et à créer de très nombreux emplois non délocalisables...

C'est donc pour toutes ces raisons que nos associations EPLH, les enfants de Tchernobyl, ECO-CHOIX... (*et bien d'autres...*) appellent le gouvernement français à revoir sa copie en engageant au plus vite la fermeture des centrales nucléaires, à commencer par Fessenheim, la plus ancienne, en agissant en faveur de l'efficacité énergétique et des économies d'énergies, en développant et en facilitant le développement des énergies renouvelables et investissant dans la recherche dans tous ces domaines,

Tout comme aujourd'hui nous avons voulu témoigner de notre solidarité avec le peuple japonais, nous vous donnons également rendez-vous le 26 avril pour commémorer la catastrophe de Tchernobyl car en Biélorussie dans la zone interdite autour de la centrale accidentée il y a 29 ans, des enfants, des hommes et des femmes continuent aussi de souffrir et de mourir des contaminations nucléaires toujours très présentes ...